



## L'Édito - Le destin de l'Europe entre les mains du couple franco-allemand, par Jean-David LEVITTE

Jean-David LEVITTE est senior policy advisor pour le groupe ESL & Network. Il a eu une carrière diplomatique remarquable, marquée dans un premier temps par un passage à l'Élysée aux côtés du Président Giscard d'Estaing de 1975 à 1981. De 1995 à 2000, il a été le Conseiller diplomatique et Sherpa du Président Jacques Chirac. Entre temps, il a notamment occupé les fonctions d'Ambassadeur de la France aux Nations-Unies à Genève. De 2007 à 2012, il a été le conseiller diplomatique et Sherpa du Président Nicolas Sarkozy. De 2003 à 2007, il a été Ambassadeur à Washington pendant la difficile période de la guerre en Irak. De 2000 à 2002, il a été Ambassadeur à l'ONU à New York, président le Conseil de Sécurité lors des attaques du 11 septembre 2001.

Face à la crise du coronavirus, l'Union Européenne a été absente, pire : divisée. Son image en a été gravement atteinte. Les États ont réagi en ordre dispersé et, sans concertation préalable, ont presque tous immédiatement fermé leurs frontières, portant un coup grave à un symbole de l'Union : Schengen. Les deux premiers pays les plus durement touchés, l'Italie et l'Espagne, qui avaient déjà dû faire face seuls aux crises migratoires, n'ont bénéficié d'aucune solidarité. Enfin, sur le plan financier, à l'opposé de la BCE qui a rapidement et massivement pris les décisions nécessaires, les États membres ont longuement étalé leurs divisions entre les «Frugal Four» conduits par les Pays Bas et soutenus par l'Allemagne, et les pays du «Club Med» vigoureusement soutenus par la France, avant de prendre de premières et bonnes décisions comme la suspension du pacte de stabilité.

Les conséquences de ce déficit d'Europe sont graves : il nourrit les sentiments anti-européens, en Italie notamment, et encourage certains dirigeants, en Hongrie comme en Pologne, à porter de nouveaux coups aux valeurs démocratiques qui sont au cœur du projet européen. Certains commentateurs soulignent que la santé ne fait pas partie des compétences communautaires. Certes, mais la solidarité est la raison d'être de l'Union et il était choquant de voir la Chine, mieux que l'Europe, montrer partout ses avions livrant les masques et les respirateurs dont l'Italie manquait cruellement. D'autres commentateurs ont souligné qu'aux États-Unis les conflits de compétence entre l'Etat fédéral et les gouverneurs ne sont pas très différents des débats entre Bruxelles et les États membres. Peut-être, sauf que l'existence même des États-Unis n'est mise en doute par personne. Celle de l'Union européenne, elle, peut être menacée si, par exemple, le maintien de l'Italie dans la zone euro était demain mis en danger, par les marchés ou par les électeurs italiens.

Un rebond européen est nécessaire et urgent. Est-il possible ? Oui, si l'on se souvient de la réaction de l'Europe à la crise financière de 2008 qui menaçait la survie de l'Euro. La chance de l'Union en ce moment décisif fut d'être placée sous présidence française : Nicolas Sarkozy convoqua à l'Élysée le premier sommet de la zone euro et,

avec l'énergie qu'on lui connaît, obtint un consensus sur les décisions nécessaires. La chance de l'Union en 2020 est la présidence de l'Allemagne au deuxième semestre. Angela Merkel, lors de sa précédente présidence, au premier semestre 2007, avait réussi à faire aboutir le traité de Lisbonne. Elle va jouer demain sa place dans l'Histoire et elle le sait. Elle est convaincue que l'avenir de l'Allemagne est totalement lié à celui de l'Union. Jusqu'à présent, la Chancelière est restée en retrait, se concentrant sur la gestion, réussie, de la crise en Allemagne. Mais elle prépare activement sa présidence, en liaison avec la Commission dirigée par Ursula von der Leyen, et en dialogue soutenu avec le Président Macron.

L'enjeu est colossal : le budget de l'Union pour les sept prochaines années, plus de mille cent milliards d'euros, doit impérativement être adopté avant fin décembre. C'est lui qui fixera les montants alloués à l'agriculture, aux régions, à la recherche, etc... La nouvelle Commission veut à juste titre y ajouter de nouvelles priorités pour établir la souveraineté européenne face aux États Unis et à la Chine dans les industries stratégiques que sont l'intelligence artificielle et la maîtrise des données, la robotique et les batteries électriques. Enfin, la Commission a présenté un ambitieux «Green Deal» pour faire de l'Union le leader mondial dans la lutte contre le changement climatique, avec comme objectif la neutralité carbone en 2050. Aucun de ces objectifs n'est remis en cause et c'est essentiel. Mais s'y ajoute désormais le débat difficile sur le gigantesque financement des conséquences économiques de la crise du coronavirus. S'y ajoutent enfin de difficiles décisions sur l'avenir de nos industries, et pas seulement celle de la santé, dans une mondialisation à revoir.

Dans ces mois décisifs, le destin de l'Europe va d'abord reposer sur la capacité d'entente et d'impulsion de deux dirigeants : Angela Merkel et Emmanuel Macron, comme il fut porté aux origines de l'Union européenne par de Gaulle et Adenauer puis, en d'autres moments décisifs, par les couples Giscard d'Estaing/Schmidt, Mitterrand/Kohl et Sarkozy/Merkel.



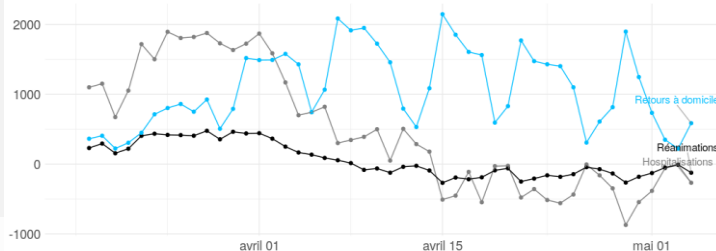
### Tableau de suivi de l'épidémie

→ La France dépasse les 25 000 morts - Avec 306 décès, le nombre de décès enregistré sur les dernières 24 heures a quasiment doublé par rapport à la veille ce qui témoigne, s'il fallait encore en douter, de la dimension éminemment volatile et instable de la situation. À contrario, le nombre de personnes en réanimation est à nouveau en baisse et le solde de personnes hospitalisées dans ces services demeure négatif.

Pays	Décès	Personnes contaminées (Total)	Évolution journalière du nombre de cas	Évolution journalière du nombre de décès	Taux de mortalité	Évolution du nombre de morts (%)
États-Unis	68922	1180375	22335	1240	5.8	2
France	25201	169462	769	306	14.9	1
Royaume-Uni	28809	191688	3990	289	15.0	1
Italie	29079	211938	1221	195	13.7	1
Espagne	25428	218011	545	164	11.7	1
Allemagne	6993	166152	488	127	4.2	2
Corée du Sud	254	10804	3	2	2.4	1
Chine	4633	82881	1	0	5.6	0

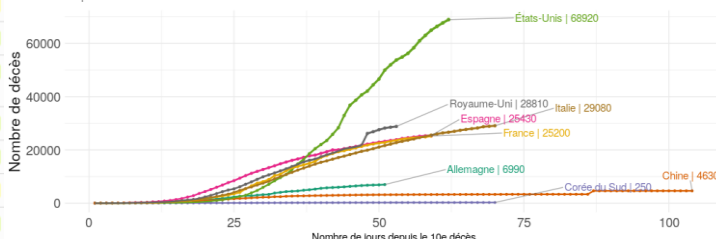
### Évolution de la situation sanitaire en France (par jour)

Données hospitalières relatives à l'épidémie de COVID-19



### Évolution du nombre de décès depuis le 10e décès

Depuis le 10e mort



Retrouvez l'ensemble des données en temps réel sur le [dashboard de John Hopkins](#)

Ce 1<sup>er</sup> Mai confiné était #PlusQueJamaisLe1erMai – Cette année, le 1<sup>er</sup> mai avait une saveur particulière. Le silence des rues a remplacé les traditionnelles manifestations, durant lesquelles syndicats, représentants de travailleurs et autres sphères militantes battent le pavé. En effet, confinement oblige, les syndicats et les autres organisations militantes de tout bord ont dû s'adapter aux circonstances. De la création de pancartes aux « concerts de casseroles » en passant par des actions en ligne, plusieurs mouvements et partis politiques ont proposé leurs protocoles d'action durant cette journée. Que s'est-il passé et quels enseignements peuvent être tirés d'une telle configuration ? En préparant cette journée, de la même manière qu'elles préparent les manifestations classiques, les organisations militantes ont montré **une maîtrise certaine des outils numériques pour faire entendre leurs revendications**. C'est là le premier enseignement de cette journée. [De nombreuses communications et conférences vidéo](#) avaient en effet eu lieu durant toute la semaine du 27 avril au 1<sup>er</sup> mai, et particulièrement dans la soirée du jeudi 30 avril, au cours de laquelle de nombreux mouvements faisaient part de la marche à suivre, dans les opérations digitales notamment, durant la journée du 1<sup>er</sup> Mai. Ce fut par exemple le cas de groupes comme Alternatiba, qui ont voulu, entre autres, établir une démarche en partenariat avec des grands noms des médias politiques et alternatifs, comme *Mediapart*, *L'Humanité*, *Politis*, ou *La Relève et la Peste*.

Le 1<sup>er</sup> Mai confiné a également confirmé un phénomène relativement nouveau : le **confinement marque-t-il — enfin — l'arrivée de la "convergence des luttes", que cette mouvance politique appelle de ses vœux ?** C'est ce que peut laisser croire l'émergence, tout au long de la journée, de messages et d'actions digitales ponctuée des mots d'ordre "#PlusJamaisCa" ou "#PlusQueJamaisLe1erMai". Deux messages, dont l'origine se trouve à la fois parmi les sphères syndicales, écologistes, et de La France Insoumise (LFI). Une convergence qui est le fruit d'un [appel commun de 25 associations](#), mouvements, syndicats et groupes politiques à manifester le vendredi 1<sup>er</sup> mai, autour du slogan "Plus Jamais Ça". Un appel qui, dans le contexte actuel, peut avoir plusieurs sens et au sein duquel des groupes aussi divers que les syndicats de travailleurs, l'ultra-gauche, ou les mouvements écologistes peuvent se retrouver et les revendications se rejoindre. Ainsi, si les syndicats ont crié "Plus Jamais Ça" pour demander une meilleure répartition des richesses ou le rétablissement de l'ISF, Greenpeace ou Oxfam se sont mobilisés pour davantage de moyens dans la transition énergétique en vue de "l'Après". Pour la première fois, de nombreux mouvements activistes se sont donc rangés derrière la même banderole pendant une manifestation. Des revendications qui sont tournées vers "l'Après" de la crise, qui déplorent "l'Avant" et le "Pendant", qui sont marquées par une certaine convergence, que la période actuelle illustre d'une manière inédite. **Mais cette convergence numérique, se transformera-t-elle en convergence réelle, à l'issue du confinement ?** La question mérite d'être posée. ([Alexandre Trifunovic](#))

**#RendezNousNosPlages, énième symbole d'un confinement qui se craquelle ?** – Comment percevoir la dissolution du consensus, à compter que ce dernier ait réellement existé au demeurant, concernant l'appréhension par les Français de la politique de confinement menée par le gouvernement ? Il y a les sondages, indéniablement, ces photographies plus ou moins fidèles à la réalité, les *focus groups* qui, confinement et restrictions sanitaires obligent, n'ont guère plus cours, et puis il y a Twitter et ses hashtags qui n'ont jamais été aussi foisonnants que maintenant. Alors d'aucuns y verront de l'anecdote, de l'écume et du trivial, dans lesquels, des analystes en mal de capteurs pour comprendre l'opinion, se jetteraient par facilité comme autant de pis-aller. Pourtant, et après plus d'un mois d'analyse quotidienne de l'opinion, il nous apparaît que derrière ces phénomènes et ces manifestations, qui se cristallisent à un moment donné, avant de disparaître, avec plus ou moins de célérité, se joue une compréhension diachronique et dynamique de l'opinion.

Comment procéderont les historiens et les sociologues qui dans les années à venir chercheront à restituer l'esprit du temps, irrémédiablement, disparu et, par-là même, inaccessible. Certains analyseront les cahiers de confinement, que les grandes maisons d'édition publieront au kilo à la rentrée, et où peut-être quelques Goncourt, Renaudot et autre Femina se trouvent certainement, d'autres le traitement médiatique. Pourtant dans les deux cas les écueils sont considérables, et pas qu'au seul niveau méthodologique. Sur les premiers, nous ne dirons rien, car les critiques en amont sont, à n'en pas douter, tout aussi biaisées, déformées et vaines, que ne le seront les dites productions littéraires, quant au second, si l'intérêt est réel, les médias ratent quelque peu le sel de l'opinion ou ne le restituent que de manière imparfaite. Ne peuvent comprendre la fissure dans l'édifice, déjà vermoulu et craquelé, de la politique gouvernementale de confinement ceux qui ne s'intéressent pas au "#RendezNousLaMer" et autres "RendezNousNosPlages". Les quelques milliers d'utilisateurs que ces capsules sémantiques et narratives agrègent sont autant de révélateurs de l'air du temps, de ces bruissements qui s'échangent, à bonne distance, dans nos échanges quotidiens du monde physique et qui percolent, avec plus ou moins de fidélité, sur les réseaux sociaux. Autant de manifestations de ce trivial et de cet exprimé, sans barrière, ni problématiques imposées, que seuls ces espaces anormaux permettent de recevoir et par-là même de percevoir. L'histoire du (dé)confinement est moins dans la parole gouvernementale que dans l'anecdote manifesté par ces hashtags préemptés par ceux qui veulent retourner à la mer. Quand les Français, enfin ceux ayant un compte Twitter, commencent à se questionner sur la logique qui d'un côté autorise la réouverture du magasin de bricolage de la zone commerciale, mais interdit l'accès à la forêt et aux plages, à n'en pas douter cela est révélateur d'une bascule, dont les jours qui viennent nous permettront d'évaluer la force.

([Damien Liccia](#) x [Aimeric Blachier](#))



## Regard d'expert - Les enseignements à tirer de la crise en France, par Didier LE BRET

Didier LE BRET, associé senior ESL & Network, est diplomate de carrière. Il est notamment nommé ambassadeur de France en Haïti en septembre 2009, fonction qu'il exerce jusqu'en décembre 2012. Durant sa mission, il aura eu à gérer et à coordonner la réponse française au séisme du 12 janvier 2010. Il dirige le Centre de crise du Quai d'Orsay de 2012 à 2015 avant d'être nommé Coordonnateur national du renseignement, auprès du Président de la République, fonction qu'il exerce de mai 2015 à septembre 2016.

« Nul ne peut combattre un incendie les yeux bandés ». Cet avertissement lancé dès le 16 mars par le directeur général de l'OMS aurait dû logiquement constituer le mantra de la stratégie française de lutte contre le COVID-19. Ce fut le cas en Allemagne, en Suède, en Corée, pays ayant enregistré parmi les plus faibles taux de transmission du virus, et partant, une mortalité réduite de leur population. Faute de disposer de stocks nécessaires en réactifs et en écouvillons, mais aussi faute d'agilité administrative, la France a été contrainte de limiter drastiquement les tests (dits PCR) : seules les personnes fragiles et développant des symptômes ont pu y avoir accès, et seuls les CHU ont pu les dispenser. Double contrainte, qui a à la fois réduit nos chances de faire ce qu'ont fait nos voisins outre-Rhin, d'identifier les patients atteints et de remonter efficacement et méthodiquement la chaîne des sujets contacts, mais aussi de permettre au plus grand nombre d'y avoir accès en ouvrant le système à toutes les structures qui étaient en capacité de tester (via notamment l'excellent maillage territorial de laboratoires publics et privés).

Pour l'avenir, il y aura de nombreux enseignements à tirer de ces dysfonctionnements. Sur la chaîne de commandement sanitaire, et notamment le rôle des ARS dans la paralysie des initiatives qui auraient pu aider, mais aussi sur

notre stratégie industrielle dans le domaine de la santé. Dans un rapport remis au Sénat le 3 avril, le Syndicat des jeunes biologistes médicaux (SJBm) détaille les carences françaises. « En Allemagne comme en Corée du Sud, des entreprises de production sont présentes sur le territoire (Seegene, etc.). En Italie, l'entreprise Copan produit la majorité des écouvillons et milieux de conservation utilisés dans le monde, peut-on y lire, les gouvernements de ces pays ont donc pu faire appel à elles de manière rapide et localisée, en demandant une augmentation des capacités de production ». Et en France ? « Faute de production, nous sommes dépendants d'approvisionnements extérieurs, à l'exception de Biomerieux qui produit les tests Argene Sars-Cov-2 R-Gene, mais ils n'ont obtenu de validation de ces tests que le 29 mars 2020, soit plusieurs semaines après la validation des tests de concurrents producteurs de réactifs dans d'autres pays. »

Cet affaiblissement de l'industrie pharmaceutique française, couplé aux coûts de rebats de nos systèmes de santé publique depuis trop longtemps, nous a ainsi contraint à la stratégie du pauvre avec un confinement massif et un dépistage ciblé, là où il aurait fallu faire un dépistage massif et un confinement ciblé.

## À propos de nous



Xavier DESMAISON,  
CEO  
[x.desmaison@antidox.fr](mailto:x.desmaison@antidox.fr)

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY,  
Président du Directoire  
[alexandrem@eslnetwork.com](mailto:alexandrem@eslnetwork.com)

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.